

Anarcho-syndicalisme

La possession des moyens de production à titre privé est considérée comme l'élément déterminant pour définir la nature capitaliste d'un régime. C'est oublier que le régime juridique de propriété ne suffit pas pour définir le capitalisme qui est, avant tout, un rapport social de production: l'exploitation de la force de travail d'une classe salariée, l'appropriation de la plus-value par une minorité ne sont pas la conséquence d'un régime juridique de propriété. Les formes juridiques de propriété ne sont que des variantes, adaptées aux conditions particulières de l'appropriation de la plus-value.

Si un groupe d'individus ne possède pas de titres de propriété, cela ne garantit nullement que ceux-ci ne soient pas des exploités. À la question: peut-on exploiter la force de travail, s'approprier la plus-value sans posséder en propre, à titre individuel, des moyens de production, nous répondons par l'affirmative.

Le marché des biens de production

• En régime capitaliste d'État

Dans le régime capitaliste d'État, le marché des moyens de production est réduit au minimum. En URSS, exemple le plus caractéristique actuellement de capitalisme d'État, s'il est possible de se procurer à titre individuel, des moyens de production, il est interdit d'employer du personnel salarié. L'article 9 de la constitution soviétique le dit:

«À côté du système socialiste de l'économie, la loi admet les petites entreprises privées des paysans individuels et des artisans, fondées sur le travail personnel et excluant l'exploitation du travail d'autrui.»

Mais curieusement, la loi ne s'oppose pas à ce qu'une personne fournisse des prestations à une autre personne physique et en reçoive la rémunération correspondante. L'emploi de «travailleurs domestiques» n'est pas interdit...

«Il n'est pas interdit de travailler à son propre compte, de vendre le produit de son travail et de posséder, l'ayant acheté légalement, le matériel professionnel nécessaire à cette activité: outillage, machine à coudre, etc. L'infraction commence dès lors que le propriétaire de ce matériel le met entre les mains d'autres personnes à qui il verse une somme convenue, tandis qu'il écoule lui-même sa production et empêche la différence.» (L'entreprise soviétique face à l'État, E.Egnell, M. Peissik, Editions du Seuil.)

Parallèlement à la production individuelle légale existe une production clandestine conçue comme complément du salaire. Périodiquement, la chronique est défrayée par l'aventure d'un ouvrier qui récupérait les déchets de production de son usine et s'était monté un atelier clandestin où il fabriquait des outils d'usage courant ou de l'équipement électrique domestique. Le camarade X vendait sa production à des particuliers ou à des entreprises de la localité qui éprouvaient des difficultés d'approvisionnement.

«La multiplicité des exemples des camarades X témoigne que leur initiative correspond, à un besoin persistant de l'économie soviétique au stade actuel de son développement. Dans les conditions de la réforme économique, les autorités sont sans doute disposées à apprécier et à approuver en soi les initiatives des camarades X, mais elles souhaitent les contrôler, les canaliser, les intégrer aux circuits officiels de production.» (L'entreprise soviétique...)

On voit donc que, d'une façon ou d'une autre, l'accession aux moyens de production n'est pas fermée. Même les moyens

«illégaux» sont relativement tolérés tant qu'ils ne dépassent pas certaines limites, car ils permettent de pallier la rigidité de l'approvisionnement. Cette petite production privée constitue la base économique d'une couche de petite bourgeoisie dont l'importance n'est pas à négliger et qui a nous le verrons, son équivalent dans le capitalisme de monopoles.

La réforme économique de 1965 a été édictée en vue d'empêcher la prolifération de ces secteurs dits «non socialistes» qui prenaient des proportions inquiétantes. Il s'agissait d'octroyer une plus grande souplesse de gestion et de liberté d'action commerciale aux petites entreprises locales.

Nous ne nous étendrons pas sur la production privée dans l'agriculture, une abondante littérature existe sur ce sujet. Rappelons seulement quelques chiffres: en 1959, la dimension moyenne des kolkhoses était de 5.800 hectares pour 300 familles. La dimension moyenne des parcelles individuelles atteint des surfaces comprises entre 900 et 1.800 hectares, soit 30 à 60 hectares par famille... Autrement dit, la dimension moyenne de l'exploitation familiale soviétique est supérieure à la dimension moyenne de l'exploitation familiale en France (20 à 25 hectares).

En 1957, les parcelles individuelles possédaient 54 % des surfaces consacrées à la pomme de terre et aux légumes et, en 1959, elles possédaient 41 % des bovins, 57 % des vaches, 36 % des porcs, 26 % des ovins; elles fournissaient en outre plus de la moitié de la production de viande et de lait (chiffres cités par Chombart de Lauwe, *Les paysans soviétiques*).

Pour les humanistes bêlants qui profiteraient de cette constatation pour lancer le couplet sur la «nature humaine» et «l'instinct de propriété», ajoutons que les sovkhoses, qui sont des entreprises agricoles où n'existent pas de parcelles individuelles et où l'organisation est de type industriel (par opposition au kolkhose qui est une unité de production mi-

coopérative, mi-privée), présentent une productivité du travail supérieure à celle observée dans les kolkhoses.

• **En régime capitaliste monopoliste**

Ces développements sont indispensables pour démontrer le mythe de l'étatisation intégrale de l'économie soviétique. L'insistance que nous avons mise sur les possibilités d'accès des particuliers aux moyens de production ne doit pas cacher l'essentiel: dès qu'on dépasse un certain stade de la petite production, il est impossible de posséder à titre individuel des moyens de production. Mais ce n'est pas une originalité du capitalisme d'État. Le capitalisme de monopoles a déjà réalisé en grande partie cette impossibilité. Ce n'est pas un empêchement juridique mais de fait: la «libre» accession aux moyens de production devient de plus en plus limitée avec la concentration du capital qui rend de plus en plus importants les investissements nécessaires pour qu'une affaire soit rentable.

Aujourd'hui dans le monde dit «libre», on peut considérer que le capitalisme est divisé en trois grands secteurs:

a) Le capital d'État: la composition interne du capital est très grande. Ce secteur a été abandonné par le capital privé à cause de l'importance des investissements nécessaires;

b) Le capital monopoliste, à grande composition interne du capital, où la production est encore rentable. La propriété y est oligarchique, c'est-à-dire entre les mains d'une petite minorité;

c) Le petit capital à faible composition interne: il s'agit essentiellement de la petite production qui gravite autour des grands monopoles et qui est la plupart du temps suscitée par ces derniers, car elle a un rôle dans la sous-traitance, la fourniture de matériel, la réparation qui n'intéresse pas les grandes unités de production. Cette petite production trouve son équivalent en URSS dans la petite production privée.

Le marché des moyens de production est relativement élastique dans ce dernier secteur mais, en volume et en valeur, ne concerne qu'une petite partie du marché total.

Un ouvrier imprimeur pourra, s'il est débrouillard, se procurer un petit local et un peu de matériel pour «monter son imprimerie». Il réussira peut-être même à employer un ou deux ouvriers. Il tirera les cartes de visite des gens du quartier, peut-être une feuille locale. Mais à côté du groupe Néogravure (6.000 travailleurs) ou de l'imprimerie G.-Lang (1.800 travailleurs), il ne représente rien. Cette petite imprimerie n'existera que parce que les grandes ne sont pas intéressées à tirer 100 cartes de visite ou des ouvrages «spécialisés» à tirage limité.

Dans le secteur monopoliste, le marché des moyens de production est très rigide, «rétréci». L'artisan du coin de la rue ne s'achètera jamais un haut-fourneau. Pourtant, la loi lui en reconnaît le droit... Un tel marché n'est accessible qu'aux très grands groupements en place. D'ailleurs, entre les grandes concentrations monopolistes, les moyens de production, ni même les produits intermédiaires, ne sont ni vendus ni achetés, mais alloués sans tenir compte de leur valeur ou de leur coût de production. Même si un système de prix est utilisé, c'est simplement en tant que technique comptable. Ces produits ne sont en fait pas échangés à travers le marché. Ce n'est qu'à la fin du cycle de production, sur le produit fini, que le profit est obtenu.

Ce qui n'est qu'une tendance dans le capitalisme de monopole est simplement étendu à toute la société dans le capitalisme d'État. Dans la période libérale du capitalisme, la rentabilité, étalon, mesure de la production, était calculée au niveau de l'entreprise; dans le capitalisme des monopoles, elle se constitue au niveau de la branche industrielle; dans le capitalisme d'État, la rentabilité se constitue à l'échelle globale, au niveau de l'État.

Le marché du travail

Comme l'écrivait Paul Mattick:

«L'ensemble du marché capitaliste – à l'exception des relations de marché entre capital et travail – peut disparaître sans affecter la forme de production capitaliste. La relation de marché entre capital et travail est l'unique relation capitaliste en soi. Sans son abolition, le mode de production historiquement développé et qui est appelé capitalisme ne peut pas disparaître.» (P.Mattick, «How New Is the "New Order" of Fascism?», *Partisan Review*)